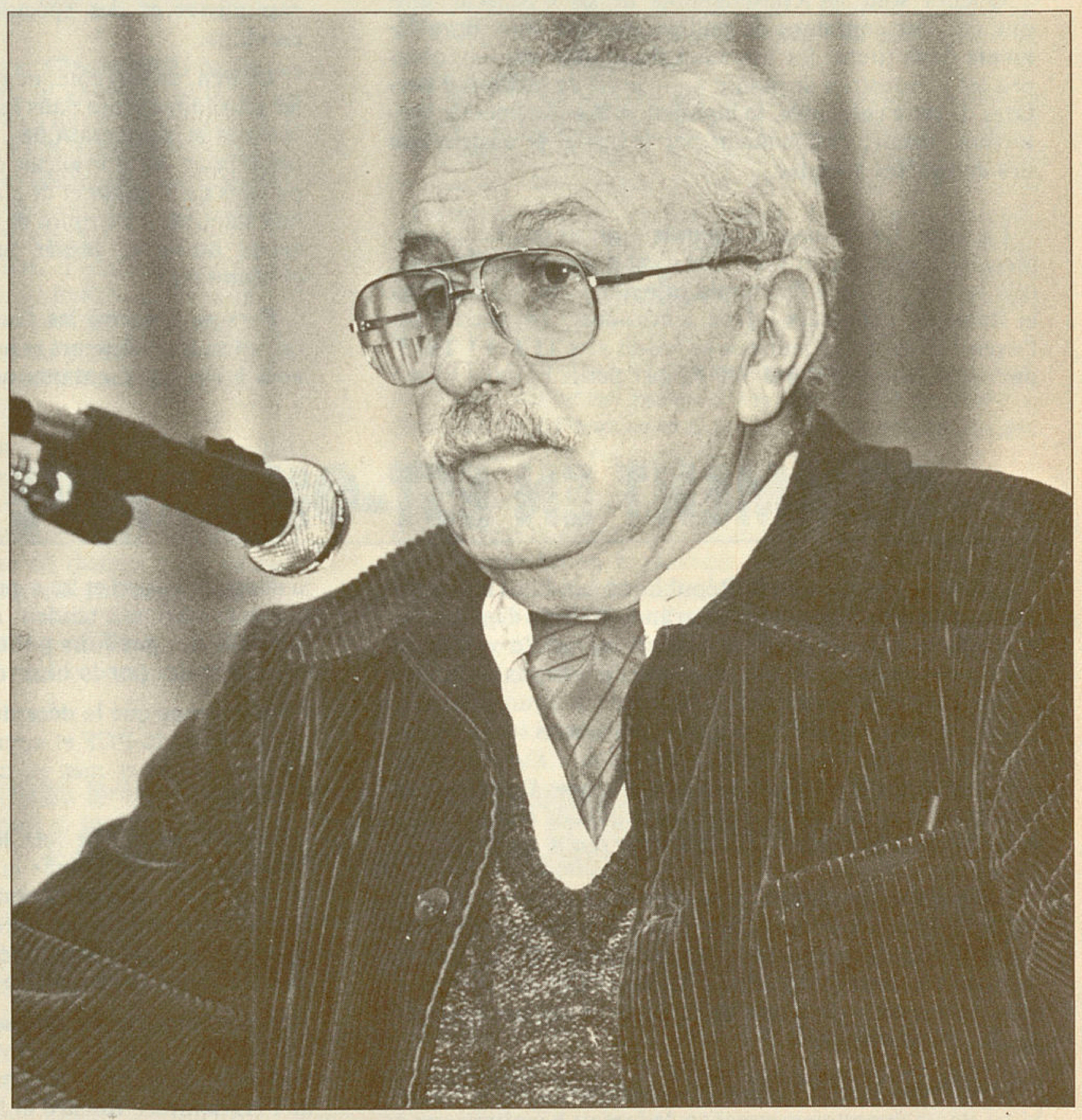
ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE - 24 AVRIL 1988

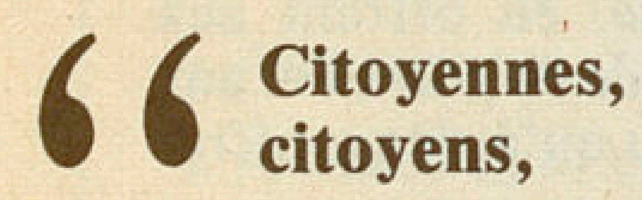
# PIERRE BOUSSEL

## POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

Candidat présenté par le Mouvement Pour un Parti des Travailleurs





**« Citoyennes, citoyens,**

**Le II^e Congrès national du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) m'a désigné en novembre 1987 pour être candidat à l'élection présidentielle.**

**C'est en cette qualité que je m'adresse à vous, travailleuses et travailleurs des secteurs privé et public, retraités, agriculteurs, chômeurs, jeunes.**

**La très grande majorité d'entre vous ne me connaissez pas, ni ne connaissez notre mouvement. La raison en est très simple : depuis le mois de novembre 1987, date à laquelle ma candidature a été rendue publique par le MPPT, jusqu'à la fin du mois de mars 1988, tous les médias nationaux — journaux, radios et chaînes de télévision — ont volontairement ignoré la candidature du MPPT.**

**Ce boycott a été total. Sans faille. Contraire au droit à l'information qui est une condition de la démocratie.**

**Pourquoi cette interdiction de parole à l'encontre du MPPT et de son candidat ?**

**Jugez vous-mêmes en lisant cette profession de foi. »**

# LE PAYS VA À RECULONS

**M. Chirac,** actuel Premier ministre et candidat du RPR, déclarait récemment : *« Ce que je crois, c'est qu'en 1995, la France aura une économie rajeunie. »* Quelle politique propose-t-il pour « rajeunir l'économie » à l'issue du futur septennat ? **La poursuite de celle qu'il a mise en œuvre depuis mars 1986... Et Barre ? La même politique** à quelques détails près... Ils le disent eux-mêmes : rien ne distingue leurs politiques. Toutes les deux sont **exclusivement au service des capitalistes** et de leur ***« Marché unique européen de 1992 »***.

Quelles sont les conséquences de ce « Marché unique » ? Des centaines de milliers de nouveaux **licenciements** dans toutes les branches de l'industrie — y compris les « industries de pointe » —, le **gel de millions d'hectares de terre cultivable**, la **liquidation des systèmes de protection sociale,** l'alignement par le bas et **la destruction des conquêtes sociales...**

La voilà, l'« **économie rajeunie** » qu'ils ont déjà commencé à mettre en œuvre ! Car c'est dès aujourd'hui que cela se joue. Une « **économie rajeunie** » **avec 3 millions et demi de chômeurs !** Une « **économie rajeunie** » où l'avenir réservé à la jeunesse se réduit aux **TUC à 1 250 F par mois,** aux **SIVP à 2 500 F,** aux petits boulots ! Une « **économie rajeunie** » où les entreprises **ferment ou licencient** ! Où le droit à la santé est remis en cause pour tous. Où **643 000 grands malades** souvent âgés sont **privés des moyens de se soigner** par suite de la suppression par Séguin de leur prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale. Où l'on **révoque un médecin-conseil de la Sécurité sociale, le Docteur Martine Debat, parce qu'elle refuse de convoquer une malade née en 1895 (93 ans !) pour envisager la suppression de sa prise en charge à 100 % !**

On pourrait poursuivre longtemps l'énumération : ces faits condamnent ces politiques qui, tout à la dévotion des capitalistes et des spéculateurs, conduisent le pays à reculons.

Le Pen, de son côté, ne propose rien de moins que d'aller plus loin encore dans la remise en cause des conquêtes sociales et démocratiques. Cela en tentant de diviser les travailleurs entre Français et étrangers pour permettre aux patrons de licencier et de s'attaquer plus facilement encore aux salaires, à l'emploi et aux acquis de l'ensemble de la classe ouvrière, **toutes nationalités et toutes origines confondues.**

**Personne parmi les travailleurs, les agriculteurs, les retraités, les chômeurs et les jeunes ne saurait accorder sa voix à ces représentants officiels des capitalistes.**

# COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

L'actuel président de la République candidat à sa propre succession, **François Mitterrand**, affirme de son côté que **cette *« Europe de 1992 »*, c'est lui qui l'a voulue et qui l'a commencée.** Il ajoute qu'avec Chirac ils *« parlent d'une seule voix »* au siège du Marché commun à Bruxelles. Il y a donc, de leur aveu même, **consensus** sur la nécessité d'aller vite vers cette Europe. Une *« Europe de la nécessité »* que le prétendu socialiste Jacques Delors *« met en service »* et où, affirme-t-il, **les acquis de 40 ou 50 ans de lutte du mouvement ouvrier sont remis en cause...**

**Savez-vous** que le plan Séguin qui diminue les remboursements de la Sécurité sociale n'a pu être mis en application par décrets que parce qu'entre 1983 et 1985 les ministres **Dufoix, Bérégovoy (PS) et Ralite (PCF)** ont entrepris une « **réforme** » **du Code de la Sécurité sociale** (décrets du 17 décembre 1985) ?

**Savez-vous** que si Chirac et son ministre de la Santé Mme Barzach ont pu augmenter le **forfait hospitalier** que vous devez payer à l'hôpital, c'est parce que **les ministres Bérégovoy et Ralite l'ont instauré**, en même temps que le **système du budget global qui asphyxie les hôpitaux ?**

**Savez-vous** que si les **CAP** sont en passe d'être supprimés, c'est en application de **la loi de 1985 du prétendu socialiste Carraz** ? Cette loi remplace en effet les CAP par des « diplômes » sans valeur pour les conventions collectives et qui conduiront les jeunes aux **TUC et SIVP.**

**Savez-vous** que si la **laïcité**, garante du droit à l'instruction, est gravement mise en cause, c'est certes en vertu des lois Guermeur et Debré, mais aussi en vertu des **lois, décrets et circulaires Savary et Chevènement** ? En effet, la décentralisation et les « projets d'écoles » propres à chaque établissement tendent à soumettre les enseignants à **la tutelle des pouvoirs politiques et économiques locaux,** en particulier par le biais des « conseils d'école ».

**Savez-vous** que la **décentralisation**, votée par les députés du PS et du PCF et approuvée par la droite, **asphyxie les communes** et met en cause le statut de la fonction publique ?

**Savez-vous** que ce sont les **lois Auroux, l'ordonnance du 16 janvier 1982**, puis la **loi Delebarre** qui ont ouvert la voie à la **déréglementation sociale**, en offrant aux patrons la possibilité de **déroger au Code du travail et aux conventions collectives** ? Séguin n'a eu qu'à s'engouffrer dans la faille ainsi ouverte !

**Savez-vous** que les **quotas laitiers** qui ont déjà liquidé des milliers de petites et moyennes exploitations agricoles ont été d'abord appliqués par les **ministres « socialistes » de l'Agriculture Rocard et Nallet**, puis aggravés par **l'actuel ministre-"agriculteur" Guillaume** ?

Les **droits et les libertés démocratiques** n'ont cessé d'être piétinés : la loi du 29 octobre 1981 instituant les sinistres « **camps de rétention** » pour immigrés et le décret du 29 octobre 1984 interdisant de fait le regroupement familial ont ouvert la voie aux **lois Pasqua-Pandraud** et leurs « **charters** » de travailleurs immigrés expulsés, aux menaces sur le **Code de la nationalité**... Le **droit d'asile** est constamment bafoué.

**L'Histoire nous l'a appris : les lois et mesures d'exception contre une catégorie de la population servent toujours ensuite contre les autres catégories, en particulier les travailleurs et leurs organisations.**

**Blocage des salaires, licenciements massifs... On pourrait allonger la liste de ces faits qui attestent sans contestation possible qu'il y a eu violation du mandat que vous avez confié en 1981 à F. Mitterrand et aux dirigeants du PS et du PCF, que cette violation du mandat a conduit au retour de la droite qui a poursuivi en les aggravant encore ces attaques contre vos intérêts et vos droits.**

# INVERSER LE COURS DES CHOSES

**Certes, les solutions ne sont pas simples.** On nous dit : *« Il y a la crise. »* **Mais** pour qui ? Certainement pas pour les capitalistes, dont **les revenus en Bourse ont augmenté de 200 milliards de francs depuis 1982.**

On nous dit : *« Il n'y a pas d'autre politique réaliste possible. »*

Est-ce « **réaliste** » de consacrer **474 milliards de francs** aux dépenses **d'armement** (c'est le montant de la loi de programmation militaire !) ? Et ce serait irréaliste de consacrer cet argent pour construire **hôpitaux, écoles, universités, logements sociaux** et autres **équipements collectifs** ? Ce serait irréaliste d'accorder avec cet argent des **prêts à taux réduits aux agriculteurs**, de soulager leurs dettes, de **revaloriser le métier d'enseignant**, d'embaucher du **personnel hospitalier**, etc. ? Ce serait irréaliste de **reconvertir ces entreprises d'armement** — souvent munies de technologies de pointe et comprenant du personnel hautement qualifié — pour **produire des biens utiles** à la satisfaction des besoins de la population ?

Est-ce « **réaliste** » de diminuer les **indemnités de chômage** (comme l'a fait le premier le ministre « socialiste » Bérégovoy en novembre 1982 ! ), de **radier des listes de l'ANPE et des ASSEDIC les chômeurs qui refusent un ou deux TUC** de suite, pendant qu'on distribue des centaines de **milliards d'« aides » diverses aux capitalistes ?**

Est-ce « **réaliste** », alors que les milliards donnés au moment des **nationalisations**, puis récemment avec les « bonnes affaires » des **privatisations**, n'ont jamais été investis dans la production mais sont allés s'engloutir dans **la spéculation financière à la Bourse** ? !

**Ce qui est réaliste**, c'est de tourner le dos à ces politiques, c'est d'arracher ces milliards à la spéculation pour les réinjecter dans l'économie réelle : **la production de biens et la consommation.**

**1 % d'augmentation des salaires**, ce serait **7 milliards de francs** de plus dans les caisses de la **Sécurité sociale.** Le **rattrapage des 10 %** de pouvoir d'achat perdus depuis le blocage des salaires décidé en 1982 par Delors — et approuvé par le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman tout entier — maintenu par Chirac, cela ferait **70 milliards de francs** de plus dans les caisses de la **Sécurité sociale**, ce qui résoudrait, et bien au-delà, le « déficit » de la Sécurité sociale, évalué à 20 milliards.

Par retombée, ce **rattrapage du pouvoir d'achat** donnerait un important **ballon d'oxygène** à tous les **régimes de retraite** et à **l'assurance chômage**, dont les financements sont assurés par les cotisations salariales.

**Savez-vous** qu'en contraignant ainsi les capitalistes **à consacrer à la production les capitaux qu'ils engouffrent dans la spéculation**, la machine économique pourrait commencer à être relancée et **la courbe du chômage commencer à s'inverser** ? C'est l'avenir de la jeunesse et du pays tout entier qui est en cause, **ce sont ceux qui produisent qu'il faut protéger** !

## 10 MESURES D'URGENCE QU'UN GOUVERNEMENT D'UNITÉ, FIDÈLE AUX SEULS INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS ET DE LA DÉMOCRATIE, POURRAIT PRENDRE IMMÉDIATEMENT

- Rattrapage du pouvoir d'achat des salaires et des retraites perdu depuis 1982 (10 %).
- A travail égal, salaire égal : interdiction des TUC, SIVP et autres formes de travail précaire, transformation en contrats de travail à durée indéterminée.
- Plus une seule suppression d'emploi dans la fonction publique, dans les mines, les banques, à la Sécurité sociale, etc.
- Pas d'indemnités chômage inférieures au SMIC, abrogation des décrets Bérégovoy de 1982 contre les chômeurs.
- Abrogation de toutes les dispositions législatives et réglementaires contre les syndicats et les conventions collectives.
- Abrogation des lois antilaïques et de toutes les contre-réformes des gouvernements successifs qui remettent en cause le droit à l'instruction pour tous, abrogation du statut concordataire d'Alsace-Moselle.
- Abrogation des ordonnances de 1967, de la réforme Dufoix du Code de la Sécurité sociale de 1985 et des décrets Séguin sur la Sécurité sociale de 1986, rétablissement du remboursement à 100 % pour les 643 000 assurés sociaux à qui il a été supprimé, abrogation du budget global des hôpitaux et du forfait journalier institués en 1983.
- Prêts avantageux de l'Etat aux petits et moyens exploitants agricoles, annulation de la dette de ceux dont la production a été arrêtée, annulation des quotas laitiers, arrêt immédiat du gel des terres et de l'arrachage des vignes.
- Abrogation de la loi Mehaignerie. Moratoire des dettes des locataires. Annulation de la dette des Offices publics d'HLM et abrogation de la loi Barre-d'Ornano de 1977.
- Abrogation des lois, décrets et circulaires contre les travailleurs immigrés (en particulier fermeture des camps de rétention), contre le droit d'asile et en général contre les droits et libertés démocratiques.

# AVEC L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS ET DES ORGANISATIONS, ON PEUT INVERSER LE COURS DES CHOSES

Les **institutions antidémocratiques de la Ve République** conduisent au pouvoir personnel. M. Mitterrand, qui les a tant combattues, s'est lui-même accommodé de leurs délices.

Il faut **mettre fin à cette sorte de « monarchie républicaine »**, et **établir la démocratie** dont le peuple doit définir lui-même la forme et le contenu.

La crise, la misère nourrissent le Front national. La recherche du bouc émissaire engendre xénophobie et racisme. Il faut désormais que **les classes populaires** directement concernées puissent **peser sur les décisions**. Les sept années écoulées sont un échec. Il faut **inverser la tendance**. La patience des couches populaires a ses limites et tout cela n'aura qu'un temps. Je ne suis pas le seul à penser que **sans coup d'arrêt à cette politique réactionnaire, le réveil sera brutal**.

**Le MPPT est certain que vous réagirez par une authentique action de classse.**

**Citoyennes, citoyens,**

**Le IIe Congrès national du MPPT qui m'a désigné a été très clair : pas un travailleur ne saurait voter pour Chirac, Barre ou Le Pen, candidats, à divers titres, du grand capital.**
**C'est un fait, un immense espoir a conduit en 1981 à l'élection de F. Mitterrand et d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale.**

**Et puis il y a eu violation du mandat confié par le peuple, la démocratie a été bafouée, et nombre d'entre vous s'apprêtent à s'abstenir. Les responsables, ce sont ceux qui ont pratiqué, de 1982 à 1986, une politique qui a permis à la droite de revenir.**

**Au premier tour, je vous demande donc de voter pour le candidat du MPPT.**

**Au second tour, il y aura parmi vous ceux qui s'abstiendront et ceux qui iront voter contre le candidat de la droite.**

**Le MPPT vous dit : ne vous divisez pas !**
**Vous, abstentionnistes, et vous qui irez voter contre la droite, sachez-le : seule l'unité des travailleurs et des organisations, par votre mobilisation, saura contraindre les capitalistes à lâcher prise et imposera un gouvernement d'unité, indépendant des capitalistes et fidèle aux seuls intérêts des travailleurs, de la jeunesse et de la paysannerie.**

**En votant et en faisant voter pour le candidat du MPPT, vous manifesterez votre accord avec cette perspective et avec la nécessité de bâtir dans ce pays un véritable parti des travailleurs dans ce but.**

**Je vous remercie.**

**Pierre Boussel,** 68 ans, est retraité de la Sécurité sociale. Il est militant du mouvement ouvrier depuis 1935. Comme des milliers d'autres, en 1940, pour combattre sous l'occupation, il dut adopter un pseudonyme, celui de Pierre Lambert, nom sous lequel il est encore connu aujourd'hui dans le mouvement ouvrier.

Pierre Boussel est membre du Mouvement pour un parti des travailleurs dont il est, avec d'autres militants d'horizons divers, l'un des fondateurs.

**Qu'est-ce que le MPPT ?**

C'est un mouvement qui rassemble des militants ou ex-militants du PS et du PCF, des militants du PCI, des syndicalistes, militants ouvriers, et tous ceux, sans exclusive, qui ressentent la nécessité de combattre pour l'unité des travailleurs et des organisations, sur la base de l'indépendance de classe, en vue de la construction d'un parti ouvrier indépendant, qui redonnera aux travailleurs la représentation politique qu'ils n'ont plus.

**Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT)**
**35, bd de Strasbourg**
**75010 Paris**
**Tél. : (1) 48 24 07 57**

Imp. I.M.P. – Matot-Braine – Reims

Vu, le candidat

# LE 24 AVRIL VOTEZ PIERRE BOUSSEL